



## FORUM INTERNATIONAL ANNUEL SUR LE DEVELOPPEMENT DE LA REGION DU LAC TCHAD

### DECLARATION DU DEUXIEME FORUM 23-25 MAI 2023 NIAMEY-NIGER

La 2<sup>ème</sup> Edition du Forum International Annuel sur le Développement de la Région du Lac Tchad a été organisée du 23 au 25 mai 2023 à Niamey en République du Niger par la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) en collaboration avec les Gouvernements du Cameroun, du Niger, du Nigeria et du Tchad. Elle a réuni plus de Trois cents (300) participants issus des parties prenantes actives dans la région du lac Tchad, notamment les pouvoirs publics, les Organisations de la société civile (OSC) dont les associations de femmes et de jeunes, les autorités traditionnelles et religieuses, les Experts des Projets et Programmes de Développement, les Institutions de recherche et les Universités de la région du lac Tchad, etc.

Cette 2<sup>ème</sup> Edition du Forum a dressé l'état des lieux du Bassin du Lac Tchad en termes de développement durable des ressources naturelles, de résilience face au changement climatique, de mobilité et d'intégration régionale pour la paix et la stabilité.

#### **PREAMBULE :**

**RECONNAISSANT** que la vulnérabilité de la région du lac Tchad à de multiples risques sécuritaires tels que les conflits et l'indisponibilité des moyens de subsistance est aggravée par le changement climatique, qui entraîne des conséquences néfastes sur les ressources naturelles et le bien-être des populations. La Région de l'Extrême-Nord du Cameroun, les Provinces de Hadjer-Lamis et du Lac au Tchad et la région de Diffa au Niger ainsi que les États fédérés de Borno, Yobé et Adamawa en République Fédérale du Nigeria sont particulièrement considérés comme étant les plus affectés par les défis sécuritaires actuels en raison des activités terroristes des groupes armés non étatiques dans la région ;

**CONSIDERANT** que les interconnexions historiques et socioculturels partagés, accentués par les interactions économiques, notamment commerciales dans la région, sont remise en cause en raison d'une très faible mobilité entre les pays du bassin du lac Tchad ;

**RAPPELANT** que la Stratégie Régionale de Stabilisation, de Relèvement et de Résilience des zones du bassin du lac Tchad affectées par la crise Boko Haram – officiellement adoptée par le Conseil des Ministres de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) en août 2018 et approuvée par le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine (CPS-UA) en décembre 2018 – vise à s'attaquer aux causes profondes du conflit et à assurer la stabilisation, le relèvement et la résilience à long terme de la région ;

**RECONNAISSANT** les efforts considérables déployés par la Force Multinationale Mixte (FMM) et les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) dans les portions nationales du bassin, ainsi que par les communautés locales, qui ont conduit à une amélioration progressive de la situation sécuritaire et au retour progressif des populations déplacées dans leurs terroirs ;

**CONSCIENT** que la réalisation d'une paix et d'un développement durables dans le bassin nécessite une coordination efficace et continue des acteurs humanitaires, de la paix et du développement aux niveaux local, national, régional et international, gage pour toute intégration régionale effective dans la région ;

**RECONNAISSANT** les contributions inestimables des partenaires au développement du bassin du lac Tchad en termes d'appui aux projets et programmes qui favorisent la stabilité, le relèvement et la résilience dans la région, ainsi que le rôle des Institutions universitaires et de recherche dans la production de connaissances au service de la paix, la stabilité et le développement à long terme.

## **LE 2<sup>EME</sup> FORUM INTERNATIONAL ANNUEL SUR LE DEVELOPPEMENT DE LA REGION DU LAC TCHAD ADOPTE LES CONCLUSIONS SUIVANTES:**

1. Les participants félicitent les efforts déployés par la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) dans le cadre de la promotion de la coopération transfrontalière entre les partenaires étatiques, techniques et financiers et les organisations de la société civile dans la mise en œuvre de la Stratégie régionale de stabilisation, de relèvement et résilience des zones du bassin du lac Tchad affectées par la crise Boko Haram. Ils saluent également les contributions inestimables et les efforts louables des différents gouvernements de la région du bassin du lac Tchad et de la FMM pour stabiliser, sécuriser et améliorer la mobilité, le commerce et la résilience des communautés. Par ailleurs, les participants exhortent les États membres à prendre des mesures globales pour renforcer la protection et répondre aux besoins les plus urgents des réfugiés, des personnes déplacées internes (PDI) et d'autres populations affectées dans la région ;

2. Les participants au Forum encouragent les États membres à poursuivre et à redoubler d'efforts en faveur de l'autonomisation des organisations de la société civile axées sur les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables, afin qu'elles puissent jouer un rôle plus important dans la prise de décision ;

3. Les participants soulignent la nécessité d'adopter une approche plus locale, par exemple en travaillant directement avec les autorités et les communautés locales et en leur offrant des opportunités et des services sociaux de base. Ils soulignent également l'impérieuse nécessité de placer les besoins des populations au centre de la prise de décision, d'œuvrer sans relâche afin de minimiser les besoins, les risques et la vulnérabilité en impliquant

davantage les organisations de la société civile, les institutions financières internationales et le secteur privé en tant qu'acteurs essentiels dans la recherche de solutions de développement durable dans le bassin du lac Tchad. Ils soulignent par ailleurs que le financement des partenaires internationaux devrait être fourni de manière flexible et pluriannuelle afin de permettre une transition efficace de l'aide humanitaire aux actions de développement durable.

4. Les participants au Forum reconnaissent la nécessité de rendre la réponse à la crise Boko Haram plus efficace en utilisant les pratiques et les connaissances locales. Ils soulignent la nécessité d'impliquer dès le début les autorités traditionnelles et religieuses au niveau communautaire. Ils ont reconnu l'importance de travailler avec les partenaires locaux et pour ce faire, ont discuté des moyens de soutenir la localisation et le renforcement des capacités locales de réponse face au changement climatique et à l'insécurité alimentaire ;

5. Les participants au Forum indiquent que les défis de la région ne peuvent se résoudre uniquement par les moyens militaires et qu'une approche globale, qui s'attaque aux problèmes sous-jacents tels que la pauvreté, le manque d'éducation et d'opportunités et la mauvaise gouvernance, est nécessaire.

#### **LES PARTICIPANTS AU FORUM FORMULENT LES RECOMMANDATIONS SUIVANTES :**

1. Les États membres de la Région du Bassin du Lac Tchad doivent identifier de nouveaux mécanismes stratégiques pour faire du bassin du lac Tchad un espace économique viable et sécurisé. Ils doivent également renforcer leur soutien à la FMM afin de consolider les acquis en matière de sécurité. La FMM doit pour sa part mettre davantage l'accent sur les actions de sensibilisation des communautés par le biais de multiples interventions de coopération civilo-militaire ;
2. Les États membres doivent renforcer davantage le rôle de la CBLT dans la promotion des approches et des interventions transversales et transfrontalières dans le bassin ;
3. La CBLT doit travailler en étroite collaboration avec ses États membres pour améliorer les investissements en matière d'interconnectivité, en particulier dans pérennisation des routes rurales, et en supprimant les obstacles à la circulation des personnes dans le bassin du lac Tchad ;
4. Les États membres doivent soutenir les autorités traditionnelles et religieuses dans leurs efforts visant à rétablir la confiance entre les populations et l'État, en élaborant des stratégies visant non seulement à améliorer la coordination et la collaboration entre eux, mais aussi à renforcer leurs capacités et à faciliter le partage des connaissances pour améliorer la cohésion sociale dans le bassin du Lac Tchad ;
5. Les chercheurs du bassin du lac Tchad doivent capitaliser sur les ressources existantes, notamment les connaissances locales, pour générer des informations qui conduiront à

des changements irréversibles dans la bonne gouvernance et la résilience, la connectivité, le commerce et la gestion des ressources naturelles ;

6. En ce qui concerne les défis liés au changement climatique, les participants au forum reconnaissent l'impérieuse nécessité de renforcer les capacités des institutions locales, nationales et régionales en matière de collecte et de gestion des données pour une planification et des prévisions meilleures ;
7. Les Gouvernements et les bailleurs de fonds doivent accroître les mécanismes de financement flexibles pour la préparation aux catastrophes et l'action préventive, en utilisant des financements basés sur les prévisions le cas échéant pour soutenir la résilience et prévenir les crises.

**Fait à Niamey le 25 mai 2023**